Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-nucleaires-Nouveau-clash

14 novembre 2013

Déchets nucléaires - Nouveau clash démocratique

Communiqué du CEDRA du 14 Novembre 2013

Pauvre « débat public » ! Le seul expert indépendant invité ce mercredi soir a claqué la porte. Benjamin Dessus, ingénieur, économiste et président de l'association Global Chance, ne tardait pas à faire remarquer qu'il avait été invité à débattre du coût du projet d'enfouissement (dit Cigéo) mais avec un dossier vide.

Comment débattre, en effet et face à trois tenants de Cigéo, alors que le promoteur lui-même (Andra) reconnaissait plus tard au cours de la même émission internet que le coût, aux « montants impressionnants », ne serait estimé qu'en… 2014… soit après le « débat public » censé donner toutes les informations voulues à la population. Jusqu'à C.Bernet, président de la commission du débat, qui regrettait plus tard et en direct le calendrier retenu : le débat maintenant, en 2013, alors que les questions primordiales n'auraient réponses qu'ultérieurement. Calendrier à la hussarde , comme l'avaient dénoncé 44 associations et le CLIS de Bure.

Quelle crédibilité dans le processus de l'enfouissement des déchets nucléaires au vu de cette nouvelle illustration, confortée encore par le silence de la commission face aux interrogations répétées du Cedra sur la discrète mise en place d'une « conférence de citoyens » ?

Le débat public a explosé dès son décollage tant le passif démocratique est patent depuis vingt ans dans la région de Bure (cf le document du groupe de réflexion sur les « questions et enjeux éthiques » posés par l'enfouissement).

La question se fait ce soir plus vive encore : les pouvoirs publics vont-ils enfin reconnaître que le profond malaise ne se calmera pas sans une profonde remise en cause du pathologique processus de « gouvernance », qui court depuis trop longtemps et inadmissible dans un pays de droit ?